

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 86 — 190

**28 JANUARI 1986. — Ministerieel besluit  
betreffende de uitgifte van de 9,75 pct. lening 1986-1994**

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 1986 betreffende de uitgifte van de 9,75 pct. lening 1986-1994, inzonderheid artikel 7,

Besluit :

**Artikel 1.** De uitgifteprijs van de obligaties van de 9,75 pct. lening 1986-1994 is vastgesteld op 99,75 pct. van hun nominale waarde.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 28 januari 1986.

M. EYSKENS

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 86 — 190

**28 JANVIER 1986. — Arrêté ministériel  
relatif à l'émission de l'emprunt 9,75 p.c. 1986-1994**

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1986 relatif à l'émission de l'emprunt 9,75 p.c. 1986-1994, notamment l'article 7,

Arrête :

**Article 1er.** Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 9,75 p.c. 1986-1994 est fixé à 99,75 p.c. de leur valeur nominale.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 janvier 1986.

M. EYSKENS

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 86 — 191

**12 JUIN 1985. — Arrêté de l'Exécutif  
régulant l'octroi d'une indemnité pour frais de tournée aux préposés forestiers  
membres du personnel du Ministère de la Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 19 décembre 1854, contenant le Code forestier, notamment l'article 4;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, § 3;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif, tel que modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur proposition du Ministre-Président de la Région wallonne qui a l'Administration dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté s'applique aux préposés forestiers. Par « préposés forestiers », il faut entendre les membres du personnel des services extérieurs de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, affectés aux divers triages et brigades.

**Art. 2.** Il est accordé aux préposés forestiers une indemnité forfaitaire pour frais de tournée couvrant les frais de parcours et de séjour afférents aux déplacements de service.

**Art. 3.** Il est attribué aux triages, brigades et inspections un certain nombre de points suivant le mode de calcul ci-après :

I. Service forestier.

A. TRIAGE.

- 1<sup>o</sup> — par hectare de bois de l'Etat soumis au régime forestier : 2 points;
  - par hectare de bois non domanial soumis au régime forestier : 1,5 point;
  - par hectare de réserve naturelle de l'Etat : 0,2 point;
  - par kilomètre de parcours de pêche : 1 point;
  - par hectare de surface non soumise au régime forestier :
    - au sud du sillon Sambre et Meuse : 0,05 point;
    - au nord du sillon Sambre et Meuse : 0,1 point;
  - par kilomètre de projection sur les axes Nord-Sud et Est-Ouest du contour du triage ou des surfaces distinctes constituant le triage : 10 points.
- 2<sup>o</sup> Un nombre de points correspondant à 8 p.c. du total des points est attribué suivant le mode de calcul repris au point A, 1<sup>o</sup>, ci-dessus aux différents triages constituant la brigade à laquelle appartient le triage concerné.

B. BRIGADE.

Un nombre de points correspondant à 20 p.c. du total des points est attribué suivant le mode de calcul repris au point A, ci-dessus aux différents triages constituant la brigade.

## C. INSPECTION.

Un nombre de points correspondant à 20 p.c. du total des points est attribué suivant le mode de calcul repris aux points A et B, ci-après aux différents triages et brigades de l'inspection.

## II. Service de la Pêche : 7 500 points par triage.

**Art. 4.** Les points attribués à l'inspection, conformément aux dispositions de l'article 3, I, C, sont redistribués entre les triages et brigades de manière à prendre en compte les facteurs structureaux particuliers non repris à l'article 3 et les déplacements exceptionnels résultant de circonstances particulières et inhabituelles limitées dans le temps.

Ce mode de redistribution est établi annuellement dans le courant du mois de décembre par l'ingénieur principal-chef de service et communiqué pour information à chaque préposé forestier.

**Art. 5.** Il est attribué au point un taux de 7,1 F lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume conformément aux modalités fixées par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public; à cet effet, le taux est rattaché à l'indice correspondant au rang 49 de l'indice pivot.

**Art. 6.** Ils est attribué aux préposés forestiers une indemnité annuelle pour frais de tournée dont le montant s'obtient en multipliant par le taux en vigueur au 1er juillet de chaque année le nombre de points attribués aux divers triages et brigades suivant le mode de calcul décrit aux articles 3 et 4.

**Art. 7.** Le préposé du service forestier chargé durant au moins 30 jours consécutifs de l'intérim d'une circonscription vacante ou d'une circonscription dont le titulaire est absent pour raisons autres que les vacances annuelles reçoit un douzième de l'indemnité annuelle pour frais de tournée afférente à la circonscription dont il assure l'intérim par groupe de 30 jours consécutifs d'intérim. Un montant équivalent est soustrait de l'indemnité pour frais de tournée du préposé du service forestier et dont la circonscription fait l'objet d'un intérim.

**Art. 8.** L'indemnité pour frais de tournée est liquidée semestriellement et à terme échu.

La part de l'indemnité correspondant aux points redistribués par l'inspection et dont il est fait mention aux articles 3, point I, C et 4 est liquidée entièrement à la fin du second semestre.

Si un groupe de 30 jours consécutifs d'intérim chevauche deux années, la liquidation du supplément correspondant à l'intérim s'effectue au taux de la 1re année. Il en est de même pour la diminution correspondante de l'indemnité attribuée au préposé absent pour cause de maladie et dont la circonscription fait l'objet de l'intérim.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1er janvier 1984. Sont abrogés en ce qui concerne la Région wallonne :

— l'article 1er, alinéa 1er de l'arrêté du Régent du 4 juillet 1947 réglant l'octroi d'une indemnité aux préposés forestiers dans l'intérêt du service et pour activité exceptionnelles;

— l'arrêté ministériel du 3 novembre 1965 fixant le taux de l'indemnité kilométrique à allouer aux personnes qui utilisent pour leurs déplacements de service, un moyen de transport autre qu'une voiture leur appartenant.

Bruxelles, le 12 juin 1985.

Le Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de l'Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie,  
Ph. BUSQUIN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 86 — 191

**12. JUNI 1985. — Erlass der Exekutive  
zur Regelung der Gewährung einer Vergütung für Rundgangskosten an die Forstbediensteten,  
die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region sind**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 zur allgemeinen Regelung der Vergütungen und Zulagen aller Arten, die dem Personal der Ministerien gewährt werden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen für Aufenthaltskosten der Mitglieder des Personals der Ministerien;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrkosten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, so wie er durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. November 1982 und vom 10. und 28. Juni 1983 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Gutachtens des Komitees für Gewerkschaftliche Beratung des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen dienstes;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;  
Auf Vorschlag des Minister-Präsident der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Forstbediensteten. Unter « Forstbedienstete » versteht man die Mitglieder des Personals der Aussendienste der Generalinspektion für Umwelt und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region, die den verschiedenen Revieren und Brigaden zugeteilt sind.

**Art. 2.** Den Forstbediensteten wird eine Pauschalvergütung für Rundgangskosten gewährt, die die mit den Dienstfahrten verbundenen Fahrt- und Aufenthaltskosten decken.

**Art. 3.** Den Revieren, Brigaden und Inspektionen wird eine bestimmte Anzahl Punkte gemäss folgender Rechnungsart zugeteilt :

**I. Forstdienst.**

**A) REVIER.**

1. — pro Hektar der Forstordnung unterliegenden Staatswaldes : 2 Punkte;
- pro Hektar der Forstordnung unterliegenden nicht domanialen Waldes : 1,5 Punkte;
- pro Hektar staatlichen Naturschutzgebiets : 0,3 Punkte;
- pro Kilometer Fischereistrecke : 1 Punkt;
- pro Hektar der Forstordnung nicht unterliegenden Fläche :  
südlich der Sambre-et-Meuse-Linie : 0,05 Punkte;  
nördlich der Sambre-et-Meuse-Linie : 0,1 Punkte;
- pro Kilometer auf der Nord-Süd- und Ost-West-Achse des Reviers oder der verschiedenen Teilgebiete, die das Revier bilden : 10 Punkte;
2. Eine Anzahl Punkte, die 8 Pzt. der gesamten Punkte entspricht, wird den verschiedenen Revieren, die die Brigade bilden, zu der das betreffende Revier gehört, gemäss der in vorstehender Litera A, Punkt 1 aufgeführten Rechnungsart zugeteilt.

**B) BRIGADE.**

Eine Anzahl Punkte, die 20 Pzt. der gesamten Punkte entspricht, wird den verschiedenen Revieren, die die Brigade bilden, gemäss der in vorstehender Litera A aufgeführten Rechnungsart zugeteilt.

**C) INSPEKTION.**

Eine Anzahl Punkte, die 20 Pzt. der gesamten Punkte entspricht, wird den verschiedenen Revieren und Brigaden der Inspektion gemäss der in den vorstehenden Litera A und B aufgeführten Rechnungsart zugeteilt.

**II. Fischereidienst : 7 500 Punkte pro Revier.**

**Art. 4.** Die der Inspektion gemäss den Bestimmungen des Artikels 3, I, C zugeteilten Punkte, werden unter die Reviere und Brigaden neu verteilt, um die nicht in Artikel 3 erwähnten strukturellen Sonderfaktoren und die aussergewöhnlichen Fahrten, die sich aus zeitlich begrenzten besonderen und ungewöhnlichen Umständen ergeben, zu berücksichtigen.

Dieses Verfahren von Neuverteilung wird jährlich im Laufe des Monats Dezember vom Hauptingenieur-Leiter des Dienstes festgelegt und jedem Forstbediensteten zur Kenntnisnahme übermittelt.

**Art. 5.** Jedem Punkt entspricht ein Satz von 7,1 F, der an den Schwankungen des Gesamtindex der Einzelhandelspreise des Königreichs gebunden ist gemäss den Modalitäten, die durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung eines Systems zur Bindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors an des Index der Verbraucherpreise des Königreichs festgelegt worden sind; zu diesem Zweck wird der Satz an des Index gebunden, der dem Rang 49 des Schwellenindex entspricht.

**Art. 6.** Den Forstbediensteten wird eine jährliche Vergütung für Rundfahrtkosten gewährt, deren Betrag man erhält, indem man die Anzahl Punkte, die den verschiedenen Revieren und Brigaden gemäss der in den Artikeln 3 und 4 beschriebenen Rechnungsart zugeteilt worden sind, mit dem am 1. Juli eines jeden Jahres geltenden Satz multipliziert.

**Art. 7.** Ein Bediensteter des Forstdienstes, der während mindestens 30 aufeinanderfolgender Tage mit der Vertretung in einem freien Distrikt oder in einem Distrikt, wo der Amtsinhaber abwesend ist, jedoch nicht wegen seines Jahresurlaubs, beauftragt ist, erhält pro Einheit von 30 aufeinanderfolgenden Tagen Vertretung ein Zwölftel der jährlichen Vergütung für die Rundgangskosten für den Distrikt, in dem er die Vertretung ausübt.

Ein entsprechender Betrag wird von der Vergütung für Rundgangskosten des Bediensteten des Forstdienstes, dessen Distrikt Gegenstand einer Vertretung ist, abgezogen.

**Art. 8.** Die Vergütung für Rundgangskosten wird halbjährlich und nachträglich ausgezahlt.

Der Teil der Vergütung, der den Punkten entspricht, die durch die Inspektion neu verteilt werden und die in den Artikeln 3, Punkt I, C und 4 erwähnt sind, wird vollständig am Ende des Zweiten Halbjahres ausgezahlt.

Wen ein ununterbrochener Zeitraum von 30 aufeinanderfolgenden Vertretungstagen von einem Jahr auf das nächste übergreift, wird die Zulage, die der Vertretung entspricht, zum Satz des ersten Jahres ausgezahlt. Dies gilt ebenfalls für den entsprechenden Abzug von der Vergütung des Bediensteten, der wegen Krankheit abwesend ist und dessen Distrikt Gegenstand der Vertretung ist.

**Art. 9.** Der vorliegende Erlass gilt ab dem 1. Januar 1984. Werden aufgehoben für die Wallonische Region :  
— Artikel 1, Absatz 1 des Regentenerlasses vom 4. Juli 1947 zur Regelung der Gewährung einer Vergütung an die Forstbediensteten im Interesse des Dienstes und für aussergewöhnliche Tätigkeiten;  
— der Ministerialerlass vom 3. November 1965 zur Festlegung des Satzes des Kilometergeldes, das den Personen gewährt wird, die für ihre Dienstfahrten ein anderes Verkehrsmittel als ein eigenes Auto benutzen.

Brüssel, den 12. Juni 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,  
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,  
Ph. BUSQUIN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 86 — 191

**12 JUNI 1985. — Besluit van de Executieve  
waarbij de toekenning van een toelage wegens rondreiskosten aan de bosbeambten  
leden van het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt geregeld**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87,  
§ 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der Ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijf-kosten toegekend aan de leden van het personeel der Ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende de algemene regeling inzake reiskosten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 maart 1982 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve, zoals gewijzigd door de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 17 november 1982 en van 10 en 28 juni 1983;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Openbaar Ambt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Administratie behoort,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de bosbeambten. Onder « bosbeambten » dient te worden verstaan de leden van het personeel van de buitendiensten van de Algemene Inspectie Leefmilieu en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest die instaan voor de diverse gebieden en brigades.

**Art. 2.** Een forfaitaire vergoeding wegens rondreiskosten ter dekking van de reis- en verblijfkosten met betrekking tot de dienstreizen wordt verleend aan de bosbeambten.

**Art. 3.** Een aantal punten wordt aan de gebieden, brigades en inspecties toegekend volgens de hierna vermelde rekeningswijze :

**I. Bosdienst.****A) GEBIED.**

- 1° — per hectare Staatsbos die onder de bosregeling valt : 2 punten;
  - per hectare niet-domaniaal bos die onder de bosregeling valt : 1,5 punt;
  - per hectare Staatsnatuurreservaat : 0,2 punt;
  - per hectare visplaats : 1 punt;
  - per kilometer oppervlakte welke onder de bosregeling niet valt :
    - ten zuiden van de lijn Samber-Maas : 0,05 punt;
    - ten noorden van de lijn Samber-Maas : 0,1 punt;
  - per kilometer projectie op de as Noord-Zuid en Oost-West van de omtrek van het gebied of van de verschillende oppervlakten samenstellend het gebied : 10 punten.
2. Een aantal punten overeenstemmend met 8 pct. van het totale puntbedrag wordt toegekend volgens de in punt A, 1°, hierboven bedoelde rekeningswijze aan de verschillende gebieden samenstellend de brigade waartoe het betrokken gebied behoort.

**B) BRIGADE.**

Een aantal punten overeenstemmend met 20 pct. van het totale puntbedrag wordt toegekend volgens de in punt A hierboven bedoelde rekeningswijze aan de verschillende gebieden samenstellend de brigade.

**C) INSPECTIE.**

Een aantal punten overeenstemmend met 20 pct. van het totale puntbedrag wordt toegekend volgens de in de punten A en B hierboven bedoelde rekeningswijze aan de verschillende gebieden samenstellend de brigade.

**II. Visdienst : 7 500 punten per gebied.**

**Art. 4.** De overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, I, C, aan de Inspectie toegekende punten zijn onder de gebieden en brigades weer toegewezen zodat met de in artikel 3 niet opgenomen bijzondere structurele factoren en met de buitengewone verplaatsingen voortvloeiend uit bijzondere en buitengewone omstandigheden beperkt in de tijd rekening te houden.

Die nieuwe indelingswijze is jaarlijks door de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst opgemaakt tijdens de maand december en aan iedere bosbeambte ter inlichting medegedeeld.

**Art. 5.** Een bedrag van 7,1 F gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van 's lands kleinhandelsprijzen is aan de punt toegekend overeenkomstig modaliteiten bepaald bij de wet van 1 maart 1977 tot regeling van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer van 's lands kleinhandelsprijzen; te dien einde wordt het bedrag gekoppeld aan het indexcijfer overeenstemmend met rang 49 van de spillindex.

**Art. 6.** Een jaarlijkse vergoeding wegens rondreiskosten wiens bedrag wordt verkregen door vermenigvuldiging van het aantal punten toegekend aan de verschillende gebieden en brigades overeenkomstig de in de artikelen 3 en 4 bedoelde rekeningswijze met het bedrag in werking op 1 juli van elk jaar, wordt verleend aan de bosbeambten.

**Art. 7.** De bosbeambten belast tijdens ten minste 30 ononderbroken dagen met het interim van een vacant rechtsgebied of van een rechtsgebied waarvan het titulair afwezig is voor andere redenen dan jaarlijkse vakantie krijgt één twaalfde van de jaarlijkse vergoeding wegens rondreiskosten toekomend aan het rechtsgebied waarvan hij het interim verzekert per groeperingen van 30 ononderbroken dagen van interim. Een gelijkwaardig bedrag wordt van de vergoeding wegens rondreiskosten van de bosbeambte onttrokken en van wie het rechtsgebied het voorwerp is van het interim.

**Art. 8.** De vergoeding wegens rondreiskosten is halfjaarlijks en op verstreken termijn uitgekeerd.

Het deel van de vergoeding overeenstemmend met de door de inspectie toegewezen punten en waarvan er sprake is in de artikelen 3, punt I, C en 4 is geheel uitgekeerd aan het einde van de tweede semester.

Indien een groepering van 30 ononderbroken dagen in twee jaar valt is de berekening van de bijslag overeenstemmend met het interim verricht op het bedrag van het eerste jaar. Hetzelfde geldt voor de vermindering overeenstemmend met de vergoeding toegekend aan de beambten afwezig wegens ziekte en van wie het rechtsgebied het voorwerp uitmaakt van het interim.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984. Worden opgeheven wat betreft het Waalse Gewest :

- artikel 1, eerste lid van het besluit van de Regent van 4 juli 1947 houdende regeling van de verlening van een vergoeding aan de bosbeambten in het belang van de dienst en voor uitzonderlijke activiteiten;
- het ministerieel besluit van 3 november 1965 tot vaststelling van het bedrag van de kilometervergoeding te verlenen aan de personen die voor hun dienstverplaatsingen een vervoermiddel ander dan een wagen die hun toebehoort gebruiken.

Brussel, 12 juni 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,  
J.-M. EHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,  
Ph. BUSQUIN

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 86 — 192 (84-2110)

**3 OKTOBER 1984.** — Besluit van de Vlaamse Executieve tot aanvulling, voor het Vlaamse Gewest, van het ministerieel besluit van 6 februari 1971 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bouwvergunning. — Erratum

*Belgisch Staatsblad* van 30 november 1984, blz. 15313 en blz. 15315.

In het besluit van 3 oktober 1984 van de Vlaamse Executieve tot aanvulling voor het Vlaamse Gewest van het ministerieel besluit van 6 februari 1971 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bouwvergunning, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 november 1984, blz. 15313 en blz. 15315, dient in de Nederlandse tekst bij artikel 14ter te worden gelezen « ... bepaald in artikel 14bis », in plaats van « ... bepaald in artikel 7bis » en in de Franse tekst « ... prévus à l'article 14bis », in plaats van « ... prévus à l'article 7bis ».

#### TRADUCTION

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 86 — 192 (84-2110)

**3 OCTOBRE 1984.** — Arrêté de l'Exécutif flamand complétant, en ce qui concerne la Région flamande, l'arrêté ministériel du 6 février 1971 fixant la constitution du dossier de la demande de permis de construire. — Erratum

*Moniteur belge* du 30 novembre 1984, p. 15313 et p. 15315.

Dans l'arrêté du 3 octobre 1984 de l'Exécutif flamand complétant, en ce qui concerne la Région flamande, l'arrêté ministériel du 6 février 1971 fixant la constitution du dossier de la demande de permis de construire, publié au *Moniteur belge* du 30 novembre 1984, p. 15313 et p. 15315, il y a lieu de lire à l'article 14ter dans le texte néerlandais « ... bepaald in artikel 14bis », au lieu de « ... bepaald in artikel 7bis » et dans le texte français « ... prévus à l'article 14bis », au lieu de « ... prévus à l'article 7bis ».

#### ANDERE BESLUITEN

##### MINISTERIE VAN JUSTITIE

##### Nationale Orden. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 23 december 1985 :  
Is benoemd tot Commandeur in de Orde van Leopold II :  
Mgr. De Kesel, Leo, geboren te Adegem op 1 oktober 1903, hulpbisschop te Gent.  
Hij neemt vanaf 15 november 1983 zijn rang in de Orde in.

#### AUTRES ARRÊTÉS

##### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

##### Ordres nationaux. — Nomination

Par arrêté royal du 23 décembre 1985 :  
Est nommé Commandeur de l'Ordre de Léopold II :  
Mgr. De Kesel, Leo, né à Adegem le 1er octobre 1903, évêque auxiliaire à Gand.  
Il prendra rang dans l'Ordre à la date du 15 novembre 1983.